

# Contrairement aux autres cantons, Genève soutient officiellement le fonds climat

**Votation du 8 mars** Cette voix discordante venue du bout du lac interpelle dans une campagne qui voit s'affronter, de façon traditionnelle, un bloc de gauche et un bloc de droite. Un homme a fait pencher la balance: Pierre Maudet. Explications.

**Florent Quiquerez** Berne

C'est une voix discordante – rare – dans cette campagne rangée qui se joue d'un côté entre les partis de gauche et leurs relais associatifs et, de l'autre, les partis de droite et les organisations économiques. Le Conseil d'État genevois soutient très officiellement le fonds climat. Selon nos recherches, il est même le seul canton du pays à se ranger derrière cette initiative portée par le PS et les Verts.

Deux éléments rendent cette situation surprenante. Le premier, c'est que les deux seuls gouvernements cantonaux à majorité de gauche – Jura et Neuchâtel – ont choisi de ne pas prendre position sur ce fonds, comme le confirment leurs services de presse respectifs. Le second élément est qu'à Genève, la gauche est minoritaire au Conseil d'État.

Que s'est-il passé? Selon nos informations, c'est Pierre Maudet, conseiller d'État chargé des questions de mobilité, et issu du mouvement Libertés et justice sociale, qui a fait pencher la balance entre les trois élus du PS et des Verts et les trois du PLR et du Centre.

Pourquoi Pierre Maudet soutient-il cette initiative? Contactés, ses services ont préféré nous renvoyer vers son collègue Nicolas Walder pour commenter cette décision gouvernementale. La thématique est en effet une prérogative du dicastère du magistrat écologiste. Son Département du territoire s'occupe d'ailleurs du Plan climat cantonal.

## «La Confédération doit faire un effort»

Mais avant d'entendre les arguments mis en avant par le Canton, revenons sur cette initiative soumise en votation le 8 mars. L'idée est que la Suisse investisse entre 0,5% et 1% de son produit intérieur brut dans la transformation écologique. Ce qui permettrait d'engager entre 3,9 et 7,7 milliards par an.

La gauche estime cet investissement nécessaire et urgent, puisque le simple fait d'attendre ne fait qu'augmenter la facture. La droite, elle, juge ce projet superfétatoire, puisque le parlement, avec l'aval du peuple, a déjà mis sur pied différentes lois qui doivent permettre d'atteindre la neutralité carbone.

Pourquoi le Conseil d'État genevois a-t-il décidé de prendre position sur ce scrutin national? «Genève est le canton qui a le plus massivement approuvé la loi sur le climat et l'innovation en 2023, répond Nicolas Walder. Notre canton est proactif, avec notamment son ambitieux Plan climat cantonal, mais il est temps que la Confédération, qui n'en fait pas assez, donne un signal fort.»

Pour l'écologiste, le fonds climat permettrait à cette dernière de s'engager concrètement pour soulager les finances des cantons, «notamment pour des projets d'infrastructures majeures et pour renforcer des politiques pu-



Si c'est le Vert Nicolas Walder (à g.) qui exprime la position du Canton de Genève sur le fonds climat, c'est grâce à Pierre Maudet que le oui est passé au Conseil d'État. Frank Mentha

bliques comme la formation ou l'emploi, qui sont aujourd'hui moins prévalentes dans le domaine de la transition écologique». Selon Nicolas Walder, «Genève bénéficierait donc directement des investissements de ce fonds».

Dans son communiqué du 4 février, le Conseil d'État ajoutait encore au sujet de cette initiative qu'elle «représente un intérêt stratégique et financier». Il rappelait qu'à ce jour, «les investissements inscrits dans la stratégie climatique cantonale et le Plan climat cantonal 2030 s'élèvent à 5,9 milliards de francs, principalement destinés

à la rénovation énergétique des bâtiments, à la mobilité décarbonée et à la préservation de la biodiversité».

Et de conclure: «Face aux coûts élevés de l'inaction climatique, le soutien à cette initiative constitue un signal politique fort. Une politique climatique ambitieuse et solidaire est un levier essentiel pour la prospérité, la résilience et l'attractivité de Genève et de la Suisse.»

## La gauche salue, la droite s'étonne

Alors que l'initiative est mal partie – les sondages tant de Tamedia (éditeur de ce journal) que de

la SSR la donnent perdante avec seul un tiers de oui – ce soutien du Canton de Genève est un peu l'atout surprise de la campagne. Et un signal fort, selon les partisans du texte.

Voici comment l'analyse Lisa Mazzone, présidente des Verts: «Les cantons sont fortement sous pression avec les plans d'économies du Conseil fédéral: ces coupes menacent les programmes bâtiments ou les transports publics, ce qui impacte directement leur propre politique climatique. Or face aux enjeux climatiques, il faut investir.»

Pour elle, «ce soutien du Canton de Genève montre que la

perception de cette initiative et de son intérêt pour les collectivités publiques est plus nuancée que ce que laisse présager le clivage partisan gauche-droite qui s'exprime au niveau suisse. Mais il faut pour cela dépasser la vision idéologique et regarder vraiment les avantages qu'offrirait ce fonds.» Et la Genevoise

de rappeler que Le Centre Genève – tout comme les Femmes du Centre suisse d'ailleurs – a lui aussi décidé de soutenir l'initiative, contre l'avis du parti national. D'ailleurs, la section locale des Verts libéraux est elle aussi en porte-à-faux avec le parti suisse.

Pas de quoi faire vaciller le camp des opposants, selon Nicolas Kolly (UDC/FR), l'une des figures du non en Suisse romande. «Je trouve la position du Canton de Genève étonnante. Déjà parce qu'il s'agit d'un canton riche en comparaison intercantonale. Ensuite, parce qu'argumenter en faveur de cette initiative en l'abordant sous l'angle des finances publiques est une erreur. Je ne pense pas que les cantons s'en sortiraient mieux dans leur lutte contre le dérèglement climatique en endettant massivement la Confédération.»

Pour lui, c'est un des effets les plus néfastes de cette initiative. «Les partisans sont prêts à surseoir au frein à l'endettement pour dégager l'équivalent de 0,5 à 1% de PIB par année. Cela créera des effets d'aubaine: l'argent – au lieu d'aller dans des projets concrets – sera dilapidé.»

Pour Nicolas Kolly, soutien du Canton de Genève ou pas, le débat qui peine à prendre autour de cette votation montre une chose: «Les Verts commencent à lasser avec leurs initiatives à répétition. Et s'ils veulent vraiment décarboniser la Suisse, ils devraient commencer par stopper leur acharnement contre le nucléaire, qui sera, selon moi, la meilleure option pour atteindre nos objectifs environnementaux.»

## Des soignants se mobilisent: «C'est une assurance vie!»

Investir dans la protection de l'environnement pour protéger, in fine, la santé humaine. C'est ce que revendiquent les plus de 500 soignants suisses qui ont ratifié en ligne un appel à soutenir l'initiative fédérale pour un fonds climat, soumise au peuple le 8 mars. Ce texte demande la création d'un fonds national doté chaque année de 0,5% à 1% du produit intérieur brut pour accélérer la réduction des émissions de gaz à effet de serre et le développement des énergies renouvelables, protéger la biodiversité ou encore encourager la formation de métiers en lien avec l'environnement. Le lien avec la santé? «Les dérèglements climatiques constituent aujourd'hui une menace majeure pour la santé publique!» répond la Pr<sup>o</sup> Johanna Sommer, médecin et responsable du cursus de santé planétaire à la Faculté de médecine de Genève à l'origine de ce mouvement, avec la D<sup>o</sup> Cécile Ryser et l'association Alliance santé planétaire. L'OMS l'af-

firme également, «le changement climatique représente une menace fondamentale pour la santé humaine. [...] Et menace de réduire à néant des décennies de progrès en matière de santé.» Des phénomènes météorologiques et climatiques deviennent plus fréquents et plus intenses – tempêtes, chaleurs extrêmes, inondations, feux de forêt – auxquels s'ajoutent des dégradations de l'environnement, entre recul de la biodiversité et diverses pollutions de l'eau, de la terre et de l'air. «Ces aléas affectent la santé à la fois directement et indirectement», indique l'OMS. Ils entraînent une surmortalité et une surhospitalisation, une aggravation des maladies inflammatoires et cardiovasculaires ainsi que des problèmes respiratoires comme l'asthme et les allergies, un affaiblissement de notre système immunitaire, une atteinte à la fertilité (conséquence, notamment, de la présence des perturbateurs endocriniens). Mais aussi l'émergence de nou-

velles maladies infectieuses – notamment favorisées par la prolifération d'insectes porteurs d'agents pathogènes. «Sans oublier les conséquences sur la santé mentale, ajoute Johanna Sommer. Nous recevons, en consultation, une population, particulièrement jeune, qui souffre d'écoanxiété et d'une perte de sens profonde.» Face à toutes ces menaces, une partie des soignants appelle donc à voter en faveur de l'initiative. «C'est un levier concret de prévention, un moyen d'enrayer l'évolution dramatique de la crise environnementale et d'en limiter les retombées coûteuses sur la santé, soutient la médecin. Il faut voir ce fonds comme une assurance vie!» Enfin, ajoute-t-elle encore, c'est un moyen de respecter l'Accord de Paris ratifié par la Suisse et par lequel elle s'engage à réduire ses émissions de gaz à effet de serre à zéro net d'ici à 2050. «Il s'agit d'être cohérent et de se donner les moyens de respecter ses engagements.» (ATO)